Cinquante deuxième année. - N° 71 A Jeudi 12 avril 2018

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard..... 01-40-58-75-00
Annonces..... 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 649

44 – LOIRE-ATLANTIQUE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE ST-NAZAIRE

Ventes et cessions

834 831 968 RCS Saint-Nazaire.
ATES (ATLANTIQUE TRAVAUX ENVIRONNEMENT SERVICE).
Forme : Société à responsabilité limitée (à associé unique).
Capital : 50000 EUR.
Adresse : 46, rue de Kervabon, 44350 Guérande.
Origine du fonds : Achat au prix stipulé de 194000,00 euros..
Etablissement : Etablissement principal.
Activité : Travaux publics.
Adresse : 3, allée des Lavatères, Zone Artisanale de Beslon, 44500 La Baule Escoublac.
Précédent propriétaire : 410 620 934 RCS Evry. **MAINTENANCE GENIE CIVIL ENVIRONNEMENT.**
A dater du : 23 janvier 2018.
Date d'effet : 28 février 2018.
Date de commencement d'activité : 28 février 2018.
Publication légale : L'ECHO DE L'OUEST *du* 23 mars 2018.
Oppositions : au sièg du fonds vendu zone artisanale de Beslon 3 allée des lavatères 44500 La Baule-Escoublac pour la validité, Chez me Pascale Huille-Eraud mandataire judiciaire 1 rue René Cassin immeuble le Maziere CS 20563 91033 Evry CEDEX pour la correspondance..
Commentaires : Au termes d'un acte SSP à Nice en date du 28-2-2018 enregistré au SPFE de Saint-Nazaire 1 le 09-03-2018 dossier 2018 10248 référence 2018 A 00383, cession d'un fonds de commerce de travaux publics connu sous le nom "A. T. E. S." (Atlantique Travaux Environnement Service). Adresse siège social ancien propriétaire : 2 Voie du Marquis de Nattes 91070 Bondoufle. Délai d'oppositions : dans les 10 jours de la dernière insertion prévue à l'article L 141-12 du code de commerce..